

Discours de S.E Evariste NDAYISHIMIYE, a l'occasion de la Ceremonie d'échanges de vœux avec le corps diplomatique et consulaire accrédité au Burundi.

- **Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement;**
- **Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique;**
- **Mesdames et Messieurs les Chefs des Missions diplomatiques et consulaires;**
- **Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales et Régionales;**
- **Mesdames et Messieurs les hauts cadres de l'Etat, en vos rangs et qualités respectifs,**

1. Permettez-moi, avant tout propos, de remercier le Seigneur Tout-Puissant pour la grâce qu'il nous a faite de nous retrouver pour notre beau rendez-vous annuel d'échanges de vœux et de lui rendre grâce pour cette nouvelle année qu'il nous a gratifiés!
2. C'est avec grand plaisir que je vous reçois au seuil de cette nouvelle année pour notre rencontre que j'appelle à juste valeur « Rencontre familiale » , qui nous offre une agréable opportunité de faire le point sur le chemin parcouru ensemble, de célébrer les victoires partagées et se resserrer les coudes pour affronter les défis que nous croisons dans notre parcours vers le développement.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

3. L'année 2023 a été marquée par des hauts et des bas au Burundi comme dans le monde entier.

La guerre entre la Russie et l'Ukraine fait encore des ravages et divise les Nations. La guerre Israël-Hamas est plus que deshumanisant et bouleverse le monde entier ; c'est un scandale humanitaire qui se perpétue au su et au vu de tout le monde, et sans aucune action concrète pour l'arrêter.

D'une manière ou d'une autre, directement ou indirectement nous sentons tous le poids des incidences néfastes qu'il occasionne sur le commerce maritime international.

4. La stabilisation de la paix reste autant une préoccupation dans notre région. L'année 2023 marquée par la présidence du Burundi à la tête de la Communauté Est Africaine a concentré mes efforts ainsi que ceux de mes homologues chefs d'Etat de la région au soutien à la RDC pour la restauration de la paix et de la sécurité dans sa partie Est. Nous sommes particulièrement consternés du fait que la région devient un fief des groupes armés et terroristes qui sèment la désolation ; ce qui ne peut en aucun cas nous laisser les bras croisés, d'où notre soutien à la RDC pour en découdre avec tous ces groupes terroristes.

5. Nous sommes intervenus dans le cadre de la force régionale dont le mandat a pris fin à la fin de l'année.

Aujourd'hui, certains pays de l'EAC interviennent dans le cadre de la coopération bilatérale en matière de défense commune, ici je cite le Burundi et l'Uganda ; et d'autres collectivement comme les pays membres de la SADC.

6. Le Burundi n'a pas non plus été épargné par le terrorisme. Nous avons traversé l'année dans le deuil de nos enfants, nos mamans, nos frères et sœurs victimes d'une attaque terroriste dont la planification a été préparée de fond en comble dans le pays voisin, le Rwanda. Nous réitérons nos remerciements à ceux qui ont manifesté leur compassion à notre égard durant ces temps de dures épreuves.

7. Nous sommes d'autant plus stupéfaits du fait que ce pays voisin, le Rwanda, recrute les terroristes dans le camp des réfugiés de Mahama, les entraîne, les entretient et les arme, faisant obstruction des lois internationales en matière de la protection des réfugiés.
Il est écœurant de savoir que le commandement de ce groupe qui se trouve à Kigali collabore étroitement avec le commandement de l'armée rwandaise dans la planification des attaques terroristes.

8. De notre part, le Burundi est un pays réputé depuis belle lurette d'entretenir des bonnes relations de voisinage.

A aucun moment de l'histoire il n'a été accusé d'agression envers un pays quelconque, au contraire il appui dans le sens de restaurer la paix là où le besoin se fait sentir.

Dans cet esprit d'entretenir un bon voisinage, nous avons œuvré sans relâche pour harmoniser nos relations avec le Rwanda, et avons initié des dialogues pour trouver un consensus par des voies pacifiques.

9. Les efforts diplomatiques déployés depuis plus de 3 ans et renforcés à travers diverses rencontres au plus haut sommet et au niveau de nos équipes techniques, les négociations pour l'extradition du cerveau du groupe terroriste Red Tabara pour qu'il soit trainé en justice, tous ont été vains. La Partie rwandaise a su nous aveugler de faux espoirs par des promesses vaines emmaillées d'hypocrisie.

10. Aujourd'hui, nous vous tenons à témoins, et nous vous invitons à joindre les vôtres pour s'opposer à la violation des prescrits de la Charte de l'Union Africaine et l'accord cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région.

Amorcer vos efforts diplomatiques pour plaider pour l'extradition de ce groupe terroriste, et condamner tout ce qui trouble la quiétude de la région, voire même la prise de sanctions contre les auteurs de ces agressions terroristes et leurs sponsors.

11. De notre part, nous restons engagés à pourvoir un environnement propice pour la cohésion de nos deux peuples en attente de l'extradition du cerveau de ce groupe terroriste afin d'écartier ce danger qui nous divise.

Nous osons espérer que le Rwanda ne continuera pas à sacrifier les relations de bon voisinage au profit du cerveau d'un groupe terroriste sans aucun avenir politique.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

12. Il me plaît de m'attarder sur la paix car comme vous le savez, il n'y a pas de développement sans paix.

Le Burundi est fermement engagé à contribuer sa pierre à l'édifice de la paix dans la région et dans le monde, particulièrement dans le cadre de l'EAC et de la CEEAC.

En ma qualité de Président du mécanisme de suivi de la mise en œuvre de l'Accord cadre, j'interpelle tous les gouvernements signataires de cet accord à être de véritables acteurs de la paix en œuvrant sans relâche pour le maintien de la paix et la stabilité dans la région.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

13. Cette cérémonie d'échanges de vœux survient au moment où le Burundi comme les autres pays du monde, subit de plein fouet les effets du changement climatique.

Cette situation appelle à des actions collectives pour pallier aux conséquences qui touchent directement la sécurité alimentaire, la santé humaine, et restreint le développement socio-économique.

14. Dans ce contexte , nous en appelons à la solidarité internationale pour le transfert de technologies et l'appui au développement de l'économie verte dans les pays moins développés car l'Afrique qui est le moins contributeur à la pollution est le plus victime des aléas climatiques, avec un risque imminent que les mesures collectives de prévention restreignent le développement économique des pays africains par l'interdiction d'exploitation de certaines ressources naturelles qui sont à même de booster nos économies.

Excellence Mesdames et Messieurs,

15. Dans le cadre de la coopération internationale, le Burundi se réjouit de la bonne collaboration avec ses partenaires tant au niveau bilatéral que multilatéral.

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont continué à œuvrer ensemble avec le Burundi pour le redressement de la situation économique consécutive des effets des sanctions imposées injustement contre le Burundi en 2015, effets du Covid 19 et de la guerre en Ukraine et en Palestine.

16. A ces institutions financières internationales, s'ajoute également la BAD, qui est aux côtés du Burundi pour renforcer la résilience aux chocs subits à travers l'appui aux projets prioritaires dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, de l'agriculture et la résilience aux changements climatiques.

Je ne saurais pas mentionner également les appuis multiformes des agences onusiennes dans l'atteinte de nos objectifs de développement.

A ceux la s'ajoutent d'autres partenaires bilatéraux comme la Chine, le Japon, la Corée du Sud, les Etats Unis, l'Union Européenne et ses Etats membres la Belgique qui a repris la coopération directe avec le gouvernement du Burundi, la Turquie, l'Arabie saoudite, les Emirats Arabes Unis, les pays frères africains, asiatiques et Latino-américaines dans le cadre de la Coopération Sud-Sud et triangulaire.

Excellence Mesdames et Messieurs,

17. Nous avons les bases solides et tout le potentiel nécessaire pour porter le Burundi à un autre niveau de croissance et nous sommes sur un bon élan.

La situation politico-sécuritaire du Burundi est stable, il n'y pas de signe de tension dans la société, les différents partis politiques vivent en harmonie, et par ailleurs il y'a de cela 3 jours qu'on faisait une tournée de partage d'expérience des

projets de développement ensemble avec les Chefs des Partis Politiques sur leur demande, un signe éloquent qui montre que nous sommes unis par la volonté commune de développer le Burundi.

18. Les citoyens burundais ont compris que le seul ennemi qui nous guette est la pauvreté et le meilleur moyen de le vaincre est de le combattre ensemble par un dur labeur.

Dans ce contexte, nous nous attelons particulièrement à fixer les bases solides de développement orienté vers la Vision 2040-2060. Nous avons mobilisé tous les citoyens pour s'approprier de cette vision en commençant par le développement du secteur primaire et secondaire afin d'exploiter nos ressources naturelles et les transformer. Notre mot d'ordre reste « *Que chaque bouche ait à manger et chaque poche ait de l'argent* ». Et cela n'est possible que quand nous sommes tous ensemble sous l'égide d'un gouvernement responsable et laborieux.

19. Le peuple a compris que « *ensemble tous est possible* ». Cette synergie amène les citoyens à s'organiser en coopératives, pour booster les secteurs porteurs de croissance, particulièrement le secteur agricole.

Grace aux multiples efforts pour multiplier la production, nous parvenons à assurer la sécurité alimentaire à plus de 80%, et nous sommes confiants que bientôt on atteindra 100% et même au-delà.

Chers partenaires,

20. Le Gouvernement Burundais place au cœur de ses actions l'inclusivité et l'implication de tous, car nous partageons le même objectif. Nous valorisons votre contribution aux efforts du Gouvernement.

Par ailleurs, dans les jours proches nous comptons organiser une table ronde avec vous afin de vous partager notre vision 2040-2060 et vous permettre de vous en approprier pour mieux aligner vos actions aux priorités du Gouvernement, car nous savons que sur ce chemin vers le développement nous ne sommes pas seuls, nous sommes accompagnés par vous tous.

21. En effet, après une analyse de l'état des lieux de la situation économique du Burundi, ses atouts et ses faiblesses, les projections prédisent qu'avec notre stratégie de développement, au plus tard le Burundi sera un pays émergent en 2040 et développé en 2060.

Mais je vous assure, ceci est à titre indicatif car avec le rythme que nous avons aujourd'hui et le point de départ qui sera plus mis en exergue par les résultats de recensement général de la population, de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage ; ça peut prendre moins de 15 ans.

22. Pour démarrer notre voyage vers l'atteinte de la vision 2040-2060, nous nous attelons jour et nuit à s'assurer que

les mesures de bonne gouvernance pour la bonne gestion des finances publiques sont au fixe. Nous avons pris la lutte contre la corruption et les malversations économiques comme notre cheval de bataille, et avons instauré plusieurs réformes pour assurer la discipline budgétaire.

Excellences Mesdames et Messieurs,

23. L'année passée a été également marquée par l'élection du Burundi au Conseil des Droits de l'Homme ce qui témoigne à suffisance de l'engagement du Burundi pour promouvoir les droits humains. Nous saisissons cette opportunité pour réitérer nos remerciements aux pays qui nous ont soutenus. En effet, nous nous bâtissons un Etat fondé sur une justice impartiale, efficace, respectueux des droits humains et soucieux de l'équité. C'est dans ce souci que le Burundi prévoit toutes les mesures juridiques nécessaires pour prévenir l'impunité de toute violation des droits humains, en ajout aux diverses conventions et pactes internationaux en matière des Droits de l'Homme déjà ratifiés par le Burundi.
24. Les citoyens burundais jouissent des droits et liberté fondamentaux dans le pays et ont des canaux de communication pour dénoncer toute violation de leurs droits. Aujourd'hui, au Burundi, nous pouvons témoigner que personne n'est au-dessus de la loi.

25. Cependant, nous regrettons que certains partenaires soient manipulés et prêtent encore les oreilles aux détracteurs qui veulent du mal au Burundi depuis 2015.

Au lieu de se fier à ce qu'ils voient eux même sur terrain, qui se reflète par ailleurs dans les rapports du Gouvernement, ils s'appuient sur des fausses informations pour produire des faux rapports à leur capital quitte à prendre des mesures négatives contre le Burundi.

26. Ce sont les même qui, pour des fins politiques, continuent à vilipender faussement le Burundi dans les sessions des droit de l'homme de Genève. Nous vous demandons, en tant que témoins oculaire et auriculaire de ce qui se passe dans notre pays, d'être des témoins honnêtes et sages, capable de dire la vérité sur le Burundi. Une personne de bonne foi ne peut nier cette vérité : Les droits et libertés fondamentaux sont bien protégés et respectés au Burundi.

Il est temps de rompre avec la narration du passé sur le Burundi. Les temps sont révolus, nous devons ouvrir une nouvelle page car le gouvernement actuel ne peut pas entonner le refrain d'une chanson dont il ne connaît ni le compositeur et ni le fonds.

27. De même, dans le domaine judiciaire, malgré les efforts engagés pour asseoir une justice saine notamment la révision des codes et lois concernant l'organisation, le fonctionnement et les procédures judiciaires, nous

regrettons qu'au moment où la justice recouvre son indépendance par rapport au pouvoir exécutif, il y a d'autres organisations de la société civile nationales ou étrangères qui veulent que la justice ne soit impartiale mais plutôt sculptée selon leur desiderata. Il en est de même de ceux qui pensent encore qu'il y a des personnes intouchables.

28. Ici c'est une occasion de le dire encore, la loi n'a pas de frontière, ni de limite. Nul n'est au-dessus de la loi; que tu sois cadre de l'Etat ou de la société civile, la loi nous amène tous sur un seul dénominateur commun.

J'en profite aussi pour rappeler à ceux qui pensent qu'un membre de la société civile ou un journaliste ne peut être jugé s'il commet un crime ; qu'ils sachent que les pouvoirs publics ont la responsabilité de défendre les droits des peuples en protégeant la société et en réprimant tout crime.

Excellence Mesdames et Messieurs,

29. Dans nos perspectives nous comptons également poursuivre nos efforts pour redorer l'image du Burundi dans le concert des nations.

Le peuple burundais est un peuple accueillant, joyeux et discipliné. C'est un peuple qui est aussi résilient au travail.

Soyez rassurés, d'ailleurs vous l'avez déjà constaté chez vous, le citoyen burundais est caractérisé par sa sagesse et l'assiduité au travail.

30. Ici on dit que le burundais mange avec des mains propres. Même celui que vous verrez dans vos pays, il est venu pour apporter une plus-value au développement de chez-vous. S'il n'a pas amené de l'argent, il amené son savoir-faire et son dynamisme. Ne les considérez plus comme des réfugiés chez-vous, ce sont des hôtes de travail pour votre développement.

31. Ici on les appelle des femmes et des hommes de la diaspora. Pour vous aussi, nous sommes ouverts à recevoir vos citoyens qui viendront explorer notre pays et s'y installer comme ils le souhaitent.

32. Nous continuerons à mettre en œuvre la nouvelle politique étrangère basée sur la diplomatie économique avec un accent particulier sur l'attrait des investissements étrangers, les échanges commerciaux, le transfert des technologies, le renforcement du secteur du tourisme et du secteur privé ainsi que la construction des infrastructures de développement de grande envergure.

33. Le Burundi est un pays encore vierge qui offre beaucoup d'opportunités d'investissements.

Nous vous invitons à venir exploiter ces opportunités, dans des cadres de partenariats gagnants –gagnants.

Cheminons ensemble vers les horizons du Burundi Emergent en 2040, et développé en 2060.

34. Et pour clore mes propos, je vous invite à lever vos verres pour une année de paix et de prospérité au Burundi, dans la région, en Afrique, dans vos pays respectifs et dans le monde. Que 2024 soit une année des relations harmonieuses entre les Nations.

35. Pour le peuple chinois, je vous souhaite aussi meilleurs vœux de l'année du dragon.

Que cette année vous soit une année de réussite de vos projets.

Je vous remercie !